

La démographie normande en berne¹

Malgré sa situation géographique au Nord-Ouest de la France, la Normandie présente des caractéristiques démographiques plus proches des régions de la partie nord-est du pays : un solde naturel supérieur à la moyenne nationale et un solde migratoire déficitaire. La partition nationale est-ouest fait d'ailleurs en partie sens sur le plan régional, puisque la Haute-Normandie présente un solde naturel plus important que la Basse-Normandie, alors que cette dernière présente un solde migratoire moins déficitaire.

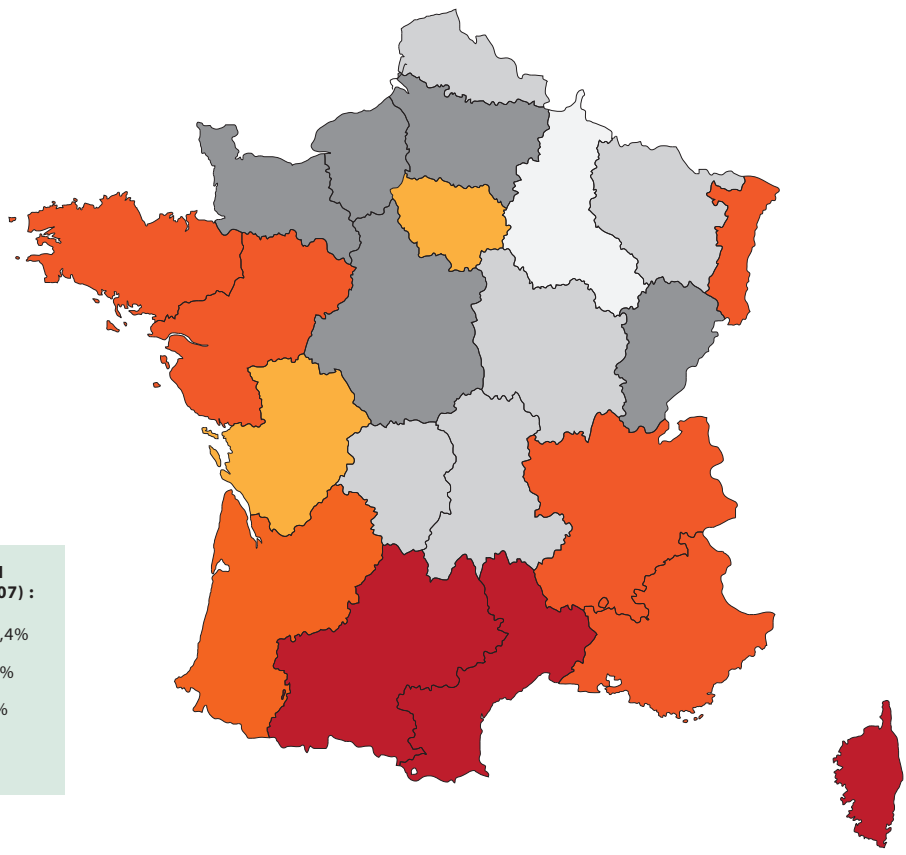
A l'échelle des villes, la Normandie voit la population de ses centres urbains essentiellement stagner ou diminuer, à l'inverse du dynamisme rencontré par les villes de l'Ouest et du Sud de la France comme Nantes, Rennes, Bordeaux ou Toulouse qui, par leur rayonnement, soutiennent la vitalité de leurs régions respectives.

Une région plutôt féconde mais peu attractive

Au 1^{er} janvier 2010, la Haute-Normandie comptait environ 1 833 000 habitants (dont les deux-tiers en Seine-Maritime) quand la Basse-Normandie en comptait environ 1 473 000 (dont 46% dans le Calvados). **Par rapport aux années 1980, la croissance de la population apparaît relativement faible, environ 0,3% dans les deux régions entre 1999 et 2007 contre 0,7% au niveau national. Elle est portée principalement par l'accroissement naturel**, c'est-à-dire l'excédent des naissances sur les décès.

En Haute-Normandie, cet écart est largement supérieur à celui de la moyenne française, la région demeurant parmi les plus jeunes de France. La Basse-Normandie, en revanche, compte plus de séniors et moins de jeunes que la France métropolitaine, avec l'installation de retraités, notamment dans les zones proches du littoral, qui accélère le vieillissement de la population. D'autre part, beaucoup de jeunes quittent la région pour poursuivre des études supérieures ou trouver un premier emploi.

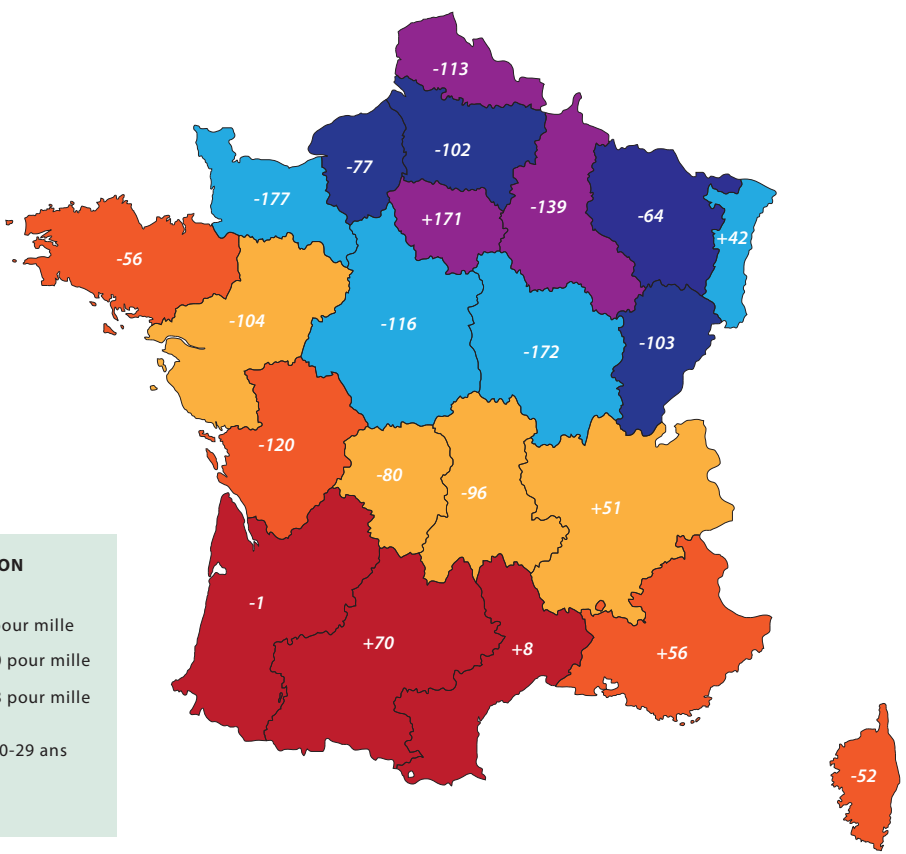
Si la croissance de la population dépend en partie de l'accroissement naturel, elle est également liée au solde migratoire, c'est-à-dire au nombre des entrées et des sorties sur le territoire considéré. Dans ce domaine, **les deux Normandie font partie des régions qui, avec celles du nord-est de l'Hexagone, affichent un solde migratoire interrégional négatif et contrastent avec l'attractivité des régions de l'ouest et du sud de la France.**



TAUX DE CROISSANCE ANNUEL MOYEN DE LA POPULATION PAR REGION (1990-2007) :

■ 0,8% et plus	■ De 0,2% à 0,4%
■ De 0,6% à 0,8%	■ De 0% à 0,2%
■ De 0,4% à 0,6%	■ Moins de 0%

© Normandie Métropole.fr - Mars 2010
Source : INSEE



SOLDE MIGRATOIRE INTERNE PAR REGION (1999-2004) :

■ De 60 à 107 pour mille	■ De 0 à -20 pour mille
■ De 30 à 60 pour mille	■ De -20 à -40 pour mille
■ De 0 à 30 pour mille	■ De -40 à -68 pour mille

⁻¹⁷⁷ Taux annuel de migration nette des 20-29 ans

© Normandie Métropole.fr - Mars 2010
Source : INSEE

Du fait d'une situation géographique à la charnière de deux espaces attractifs (Bassin Parisien et Grand Ouest), les principaux échanges migratoires se font avec les régions voisines. Côté est, les deux Normandie présentent un solde positif avec la Picardie ou le Centre, tandis que côté ouest, ils sont nettement négatifs avec la Bretagne (-6 750 habitants pour la Basse-Normandie entre 2004 et 2008) et les Pays de la Loire. La situation diffère vis-à-vis de l'Île-de-France, avec laquelle la Haute-Normandie présente un solde positif (+4 836 entre 2001 et 2006), contrairement à la Basse-Normandie (-2 680 entre 2004 et 2008). Enfin, les échanges entre les deux régions sœurs demeurent favorables à la Basse-Normandie.

Au-delà de ces horizons proches, le soleil attire les Normands. La région perd bon nombre d'habitants au profit des régions méridionales : Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Aquitaine.

A une échelle plus locale, la situation est contrastée en Haute-Normandie entre la Seine-Maritime qui supporte l'ensemble du déficit migratoire, tandis que l'Eure reste un département attractif sur le plan résidentiel grâce à sa proximité avec l'Île-de-France, même si plus de 25 % des actifs travaillent dans un autre département.

Si la croissance de la population du Calvados progresse de 0,5 % par an depuis 1999 et contribue pour une large part à la croissance démographique bas-normande, c'est essentiellement grâce à un solde naturel positif. Dans la Manche, les arrivées de nouveaux habitants, notamment sur le littoral, expliquent la plus grande part de la progression démographique du département, en croissance de 0,3 % par an depuis 1999. L'Orne est le seul département normand à ne pas enregistrer de progression de sa population, son solde naturel légèrement positif étant absorbé par un solde migratoire négatif.

Un handicap pour l'avenir : l'exode de la jeunesse normande

Plus inquiétant pour l'avenir de la région, celle-ci souffre d'un important d'exode des jeunes, en particulier en Basse-Normandie qui fait figure de région française la plus touchée par ce phénomène. L'aire urbaine de Caen, capitale régionale universitaire, garde son aura auprès de la grande majorité des étudiants de la région, mais les aires urbaines de Paris et Rennes ont attiré respectivement 2 530 et 2 030 étudiants bas-normands en cinq ans. L'Île-de-France est également une destination privilégiée pour les jeunes actifs, entre 20 et 29 ans : près de 6 850 départs de la Basse-Normandie vers l'Île-de-France en 5 ans, contre 2 840 déplacements dans le sens contraire. D'autre part, avec la Bretagne et les Pays de la Loire, la Normandie toute entière enregistre également un déficit migratoire des personnes en emploi qui concerne tous les âges, lié sans doute au dynamisme économique des métropoles de Rennes et de Nantes.

Cet exode semble tenir à trois facteurs principaux : une carence des formations supérieures dans certains domaines (écoles de commerce ou d'ingénieurs notamment), un trop faible nombre d'emplois qualifiés existants dans la région, enfin un décalage entre les formations dispensées et les besoins des entreprises locales.

Un dynamisme démographique à la périphérie des aires urbaines

En Haute-Normandie, le dynamisme de Rouen et de l'Eure contraste avec la morosité des villes littorales.

La population de l'aire urbaine rouennaise continue de progresser entre 1999 et 2008 (+ 0,2% par an) : elle atteint 527 200 habitants au 1er janvier 2008, ce qui la place au 14ème rang des aires urbaines françaises. Ce sont les communes situées dans sa couronne périurbaine qui soutiennent le plus vigoureusement sa croissance, alors qu'une légère inflexion est enregistrée dans les communes situées dans sa proche banlieue : 5 des 6 communes les plus importantes (Saint-Etienne-du-Rouvray, Grand-Quevilly, Petit-Quevilly, Mont-Saint-Aignan et Canteleu) perdent des habitants.

Comme l'ensemble du département, **les aires urbaines de l'Eure doivent une grande partie de leur croissance démographique à la proximité du bassin d'emploi parisien** (0,5 % par an dans l'aire urbaine de Pont-Audemer, 0,3 % dans celle de Vernon, 1 % dans celle de Gaillon), faisant courir le risque d'un effet « ville-dortoir ».

A contrario, l'aire urbaine du Havre se démarque de la capitale régionale haut-normande et continue de perdre des habitants à un rythme plus élevé que lors de la décennie précédente (- 0,3 % par an contre - 0,1 % par an). L'ensemble des aires urbaines situées sur la façade maritime, sauf Dieppe, souffrent d'ailleurs d'un manque d'attractivité lié à leur situation économique : ainsi, la population des aires urbaines de Fécamp et Eu diminue de respectivement - 0,2 % et - 0,1 % par an depuis 1999.

En Basse-Normandie, le littoral apparaît à l'inverse plus attractif que l'intérieur des terres.

Malgré le repli de sa ville-centre, l'aire urbaine caennaise fait preuve d'une belle vitalité démographique, et croît de 0,5 % par an depuis 1999, atteignant 388 600 habitants au 1er janvier 2008. Les gains et les pertes d'habitants se compensent entre les communes situées dans la proche banlieue de l'aire urbaine caennaise : comme en 1999, Iffs, Carpiquet, Cuverville et Fontaine-Etoupefour affichent des gains de population importants, alors qu'Hérouville- Saint-Clair, Mondeville, Colombelles, Fleury-sur-Orne et Cormelles-le-Royal perdent des habitants. Les communes de la couronne périurbaine caennaise concentrent le dynamisme de la métropole régionale : en progression de 1,3 % par an depuis 1999, elles accueillent 193 000 habitants au 1er janvier 2008 (en particulier Blainville-sur-Orne, Louvigny, Moulton, Ouisse et Troarn avec plus de 500 nouveaux habitants chacune).

A l'exception de Cherbourg-Octeville, qui ne peut contenir le fléchissement de sa population, les aires urbaines manchoises enregistrent des évolutions favorables. La population de l'aire urbaine de Saint-Lô, en repli pendant la décennie précédente, progresse de 0,2 % par an et frôle le palier des 50 000 habitants. Avranches, Granville et Coutances, sont également en progression démographique grâce à l'attractivité du littoral qui séduit de nouveaux arrivants.

En revanche, l'ensemble des aires urbaines ornaises à l'exception d'Alençon enregistrent une baisse de leur population depuis 1999. Cette tendance prolonge une évolution déjà engagée pour l'aire urbaine de Flers, mais constitue un retournement pour celles d'Argentan et de L'Aigle.

Les centres urbains normands en panne d'attractivité

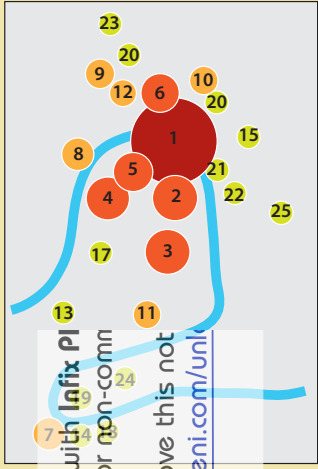
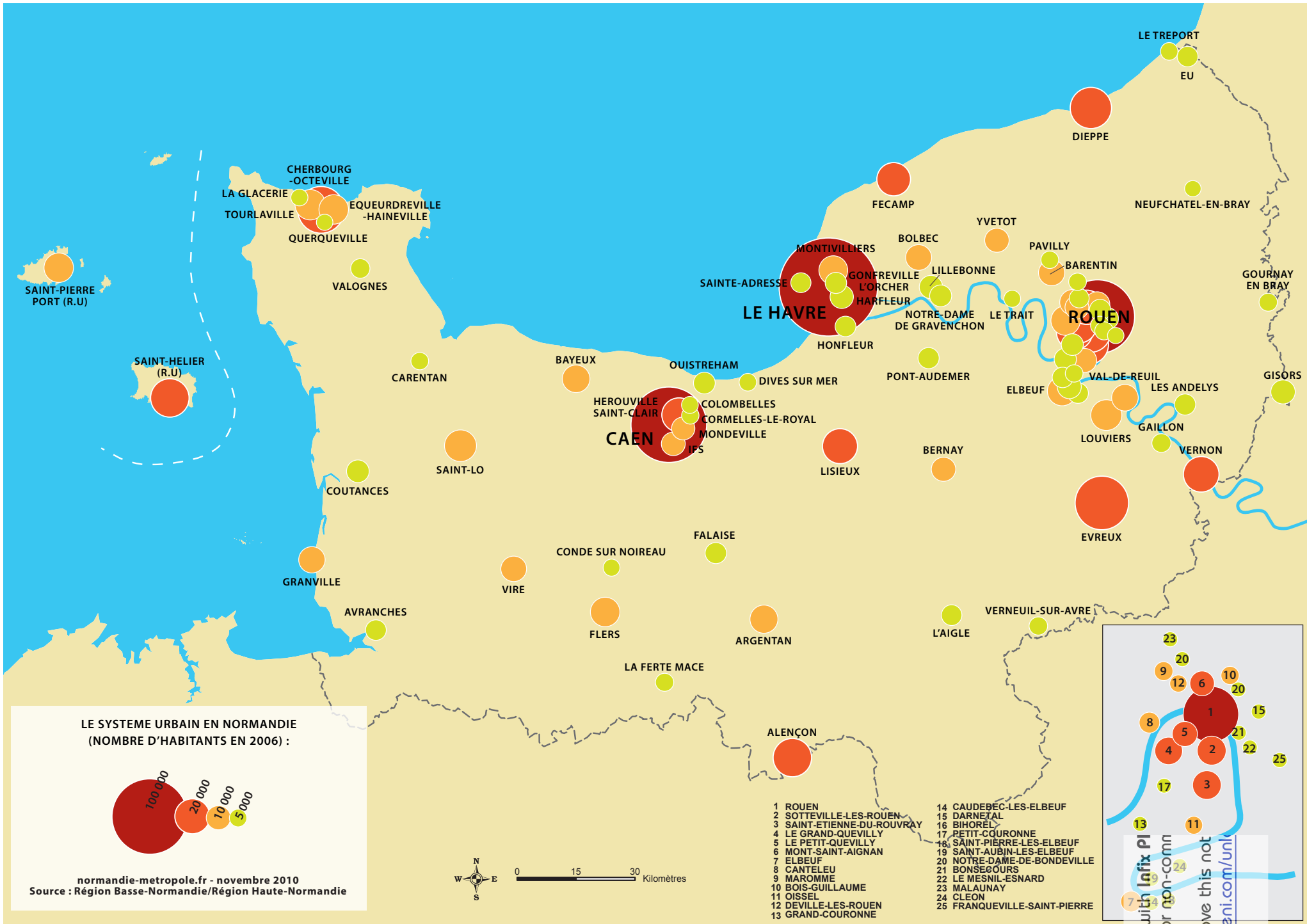
Dans les aires urbaines des cinq départements normands, ce sont donc les communes périurbaines situées sous l'influence directe d'un ou plusieurs pôles économiques qui enregistrent la croissance démographique la plus rapide entre 1999 et 2008. Ainsi, la croissance démographique des communes appartenant à une couronne périurbaine mono-polarisée atteint 0,9 % par an entre 1999 et 2008 en Haute-Normandie et 1,2% par an en Basse-Normandie.

La croissance démographique des communes périurbaines se fait le plus souvent au détriment des villes-centre et parfois des communes situées dans leur périphérie immédiate.

Entre 1999 et 2008, les villes-centre d'un pôle urbain enregistrent une décroissance de leur population plus affirmée en Basse-Normandie (- 0,5 % par an) qu'en Haute-Normandie (- 0,3 % par an) : ainsi, parmi les douze villes-centre bas-normandes comptant plus de 10 000 habitants, seule Granville en gagne, quand les onze autres (notamment Caen, Cherbourg Octeville et Alençon) subissent une détérioration de leur solde naturel par rapport à la décennie 1990-1999 et enregistrent un solde migratoire négatif.

En Haute-Normandie, cinq des douze villes-centre comptant plus de 10 000 habitants (Le Havre, Dieppe, Fécamp, Bolbec et Bernay) affichent des pertes de population et deux sont stables (Evreux, Louviers). Rouen fait figure d'exception avec une croissance démographique de 0,3% par an entre 1999 et 2008.

ⁱ Sources : <http://www.insee.fr>



Edited with lafix PI
- fe e for non-comm
To move this not
www.iceni.com/unit